

La dynamique des finances publiques du Québec : défis à relever

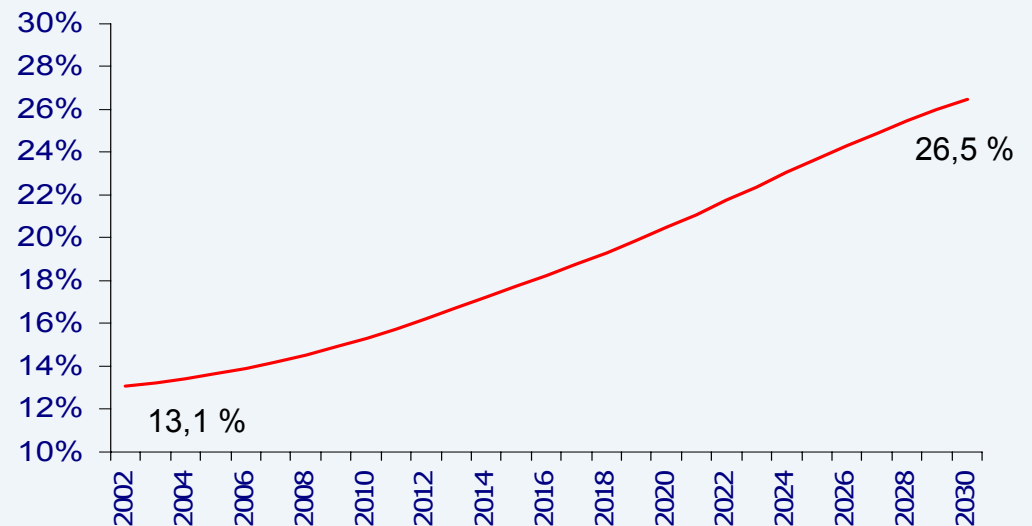
1. Malgré l'atteinte de l'équilibre budgétaire, la situation des finances publiques demeure fragile

- Le Québec connaît un vieillissement rapide de sa population et une diminution prévisible de sa population en âge de travailler.
- Il y a eu une amélioration du niveau de vie, mais il reste un rattrapage important à faire par rapport au reste du Canada.
- Le Québec dépense plus que les autres provinces canadiennes, malgré une richesse par habitant moindre.
- Le fardeau fiscal des Québécois est le plus élevé au Canada.
- La dette du Québec est la plus importante parmi les provinces canadiennes.

Vieillesse rapide de la population

- D'ici 2030, la proportion de la population âgée de 65 ans et plus doublera.

Personnes âgées de 65 ans et plus
(en % de la population totale)

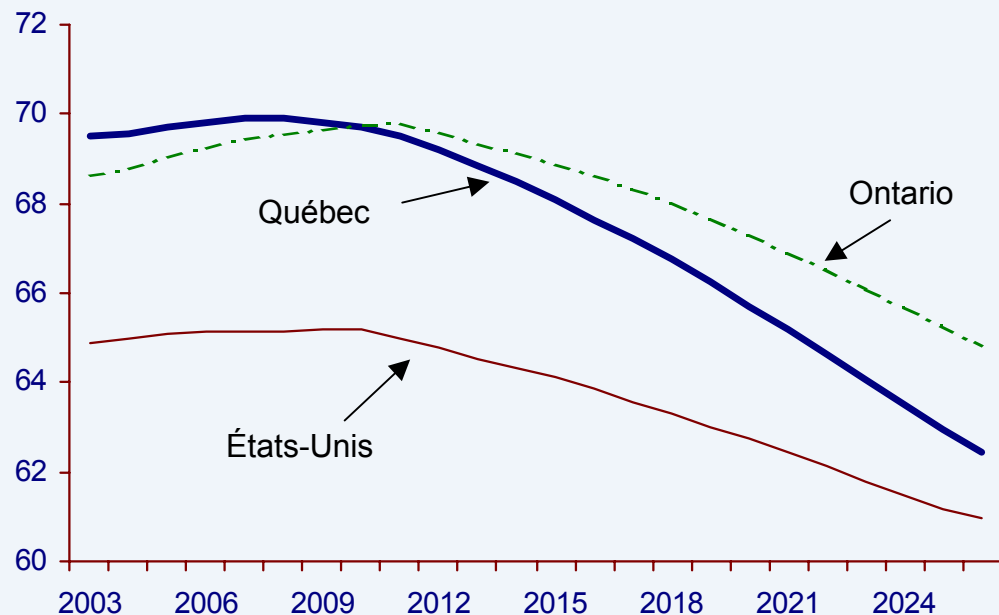


La diminution prévisible de la population en âge de travailler impose des contraintes additionnelles sur les finances publiques

En 2030 : deux travailleurs pour un retraité

- Au Québec, dans les années 60, il y avait 8 personnes en âge de travailler pour une à la retraite. Actuellement, il y a près de 5 travailleurs pour un retraité. En 2030, cette proportion sera de deux pour un.
- Il y aura de moins en moins de travailleurs pour assurer le financement des services publics.

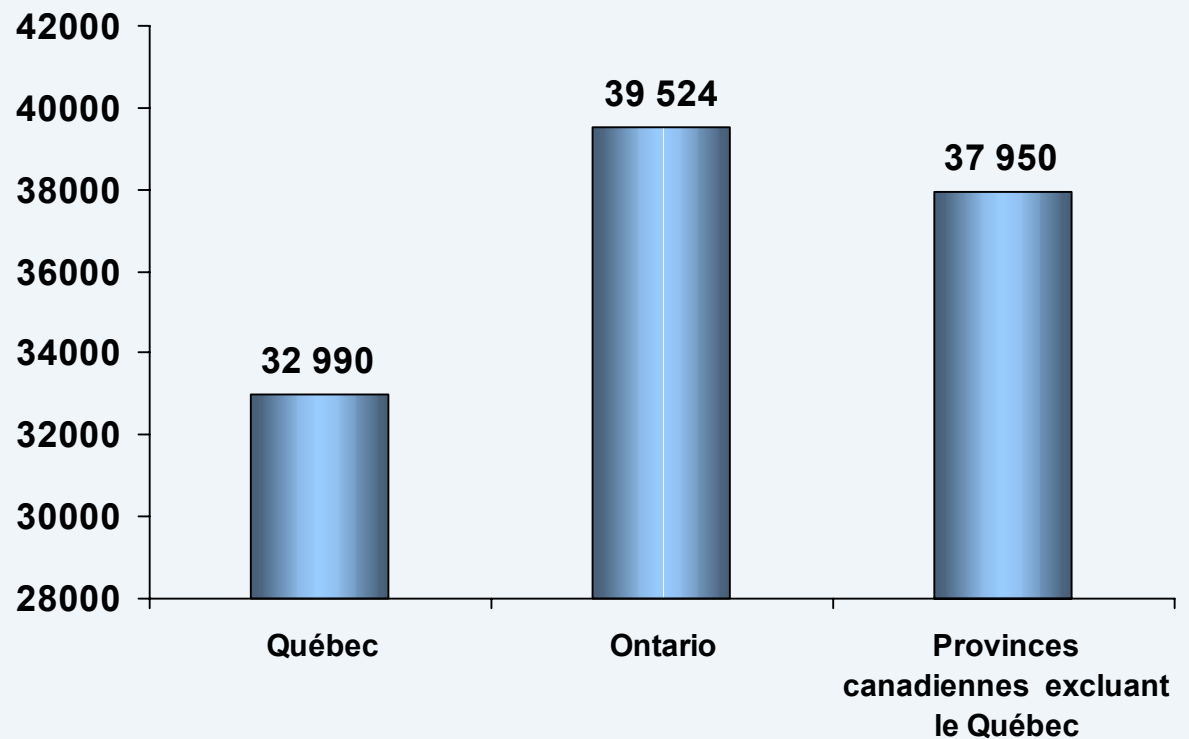
Population des 15-64 ans
(en pourcentage de la population totale)



Notre richesse collective est inférieure à celle de l'Ontario et des autres provinces

- La richesse collective du Québec, mesurée par le produit intérieur brut par habitant, est plus faible que celle de l'Ontario et des autres provinces canadiennes.
- Pourtant, le Québec s'est doté d'un éventail de services publics plus large que les autres provinces canadiennes.

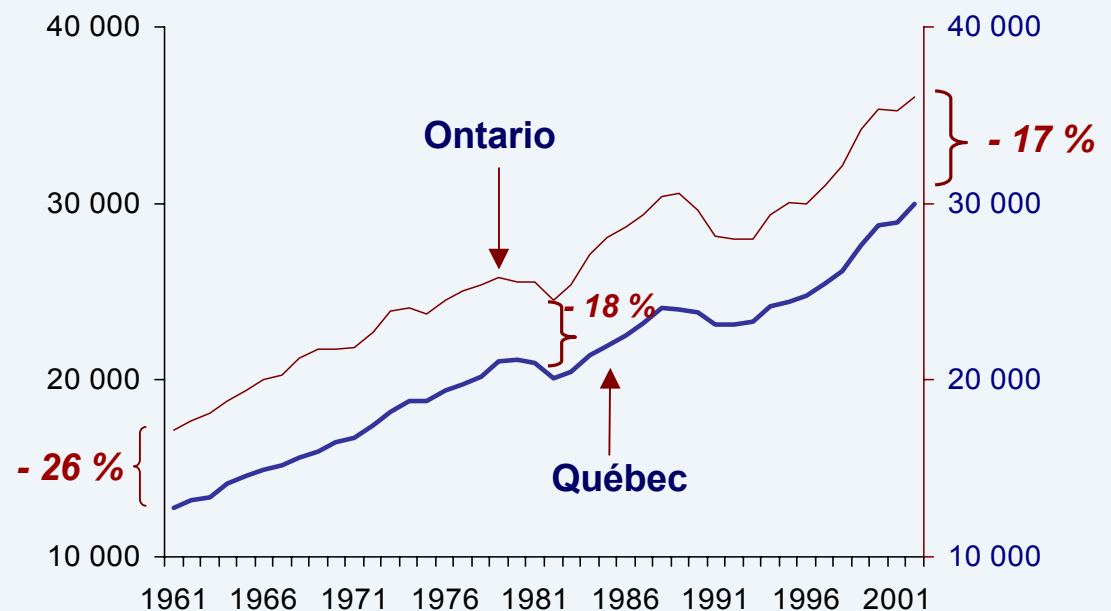
Produit intérieur brut en dollars par habitant, année 2002



Le Québec n'a effectué aucun rattrapage par rapport à l'Ontario en matière de niveau de vie depuis 20 ans

- Depuis 1961, l'écart entre le niveau de vie au Québec et celui de l'Ontario a été réduit de 26 % à 17 %.
- Cependant, au cours des vingt dernières années, le Québec n'a effectué aucun rattrapage.

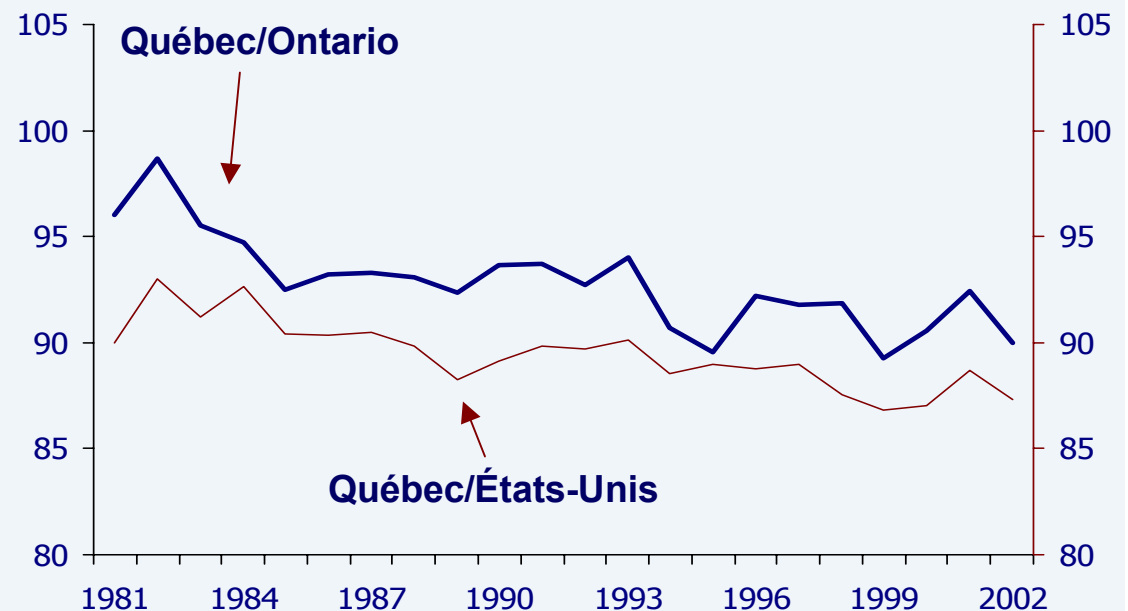
PIB réel par habitant
(en dollars constants de 1997)



La productivité au Québec est plus faible qu'en Ontario et aux États-Unis et l'écart s'accroît

- Depuis le début des années 80, la productivité au Québec a diminué par rapport à l'Ontario et aux États-Unis.

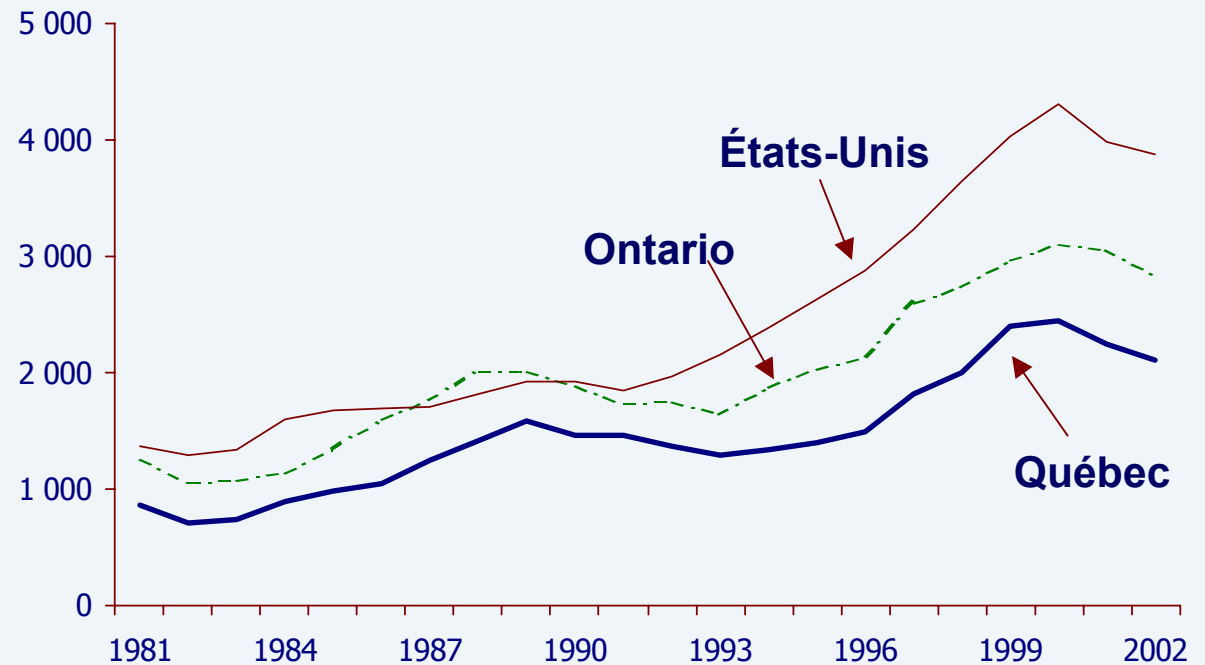
Ratio du PIB par heure au Québec
(en pourcentage de celui de l'Ontario et des États-Unis)



Le taux d'investissement au Québec est inférieur à celui de nos partenaires commerciaux

- La baisse de la productivité relative du Québec s'explique par un taux d'investissement privé moins élevé que chez nos partenaires commerciaux.

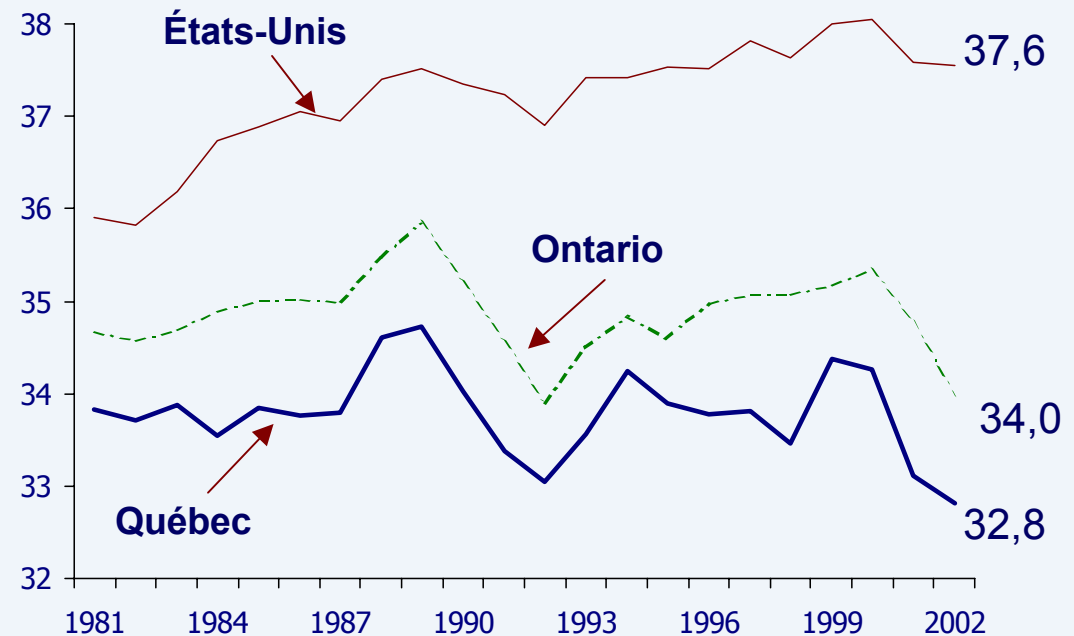
Investissement privé en machines et matériel
(en dollars par habitant)



Diminution des heures travaillées

- Au Québec, le nombre moyen d'heures travaillées chaque semaine est de 32,8 alors qu'il est de 34,0 en Ontario et de 37,6 aux États-Unis.
- L'écart s'est accentué depuis le début des années 80.

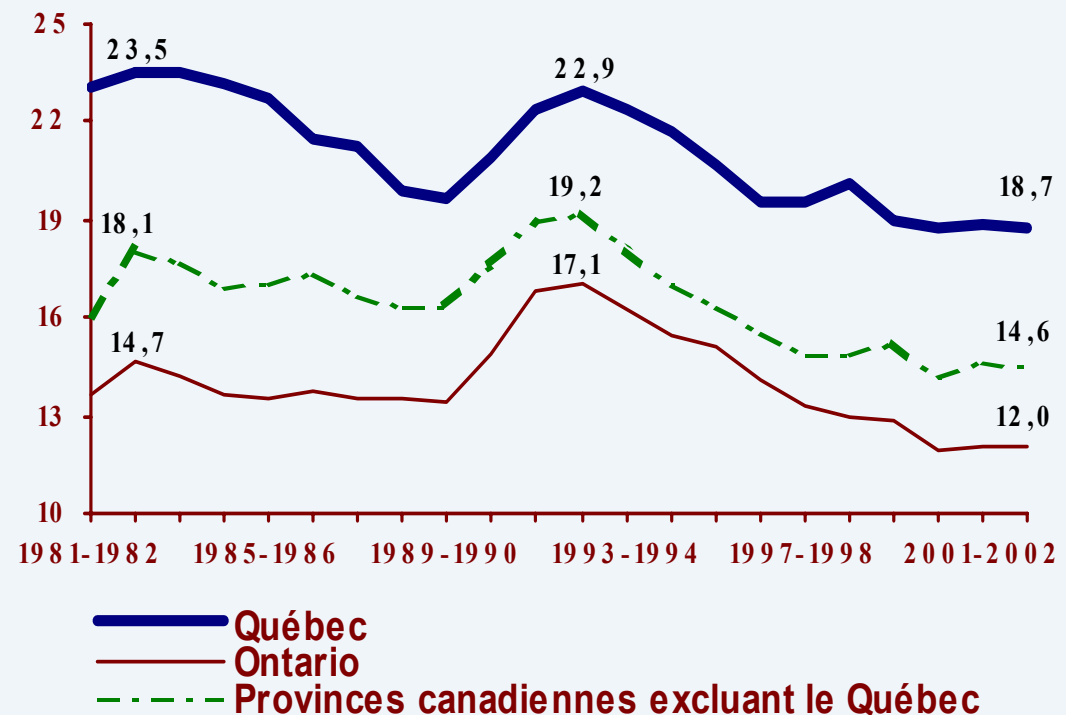
Heures hebdomadaires moyennes travaillées



Le Québec consacre une part plus importante de sa richesse au financement des services publics

- Le poids de l'État québécois dans l'économie est massif.
- Le poids des dépenses publiques demeure plus élevé au Québec qu'en Ontario et que dans le reste du Canada.

Évolution des dépenses de programmes
(en pourcentage du PIB)

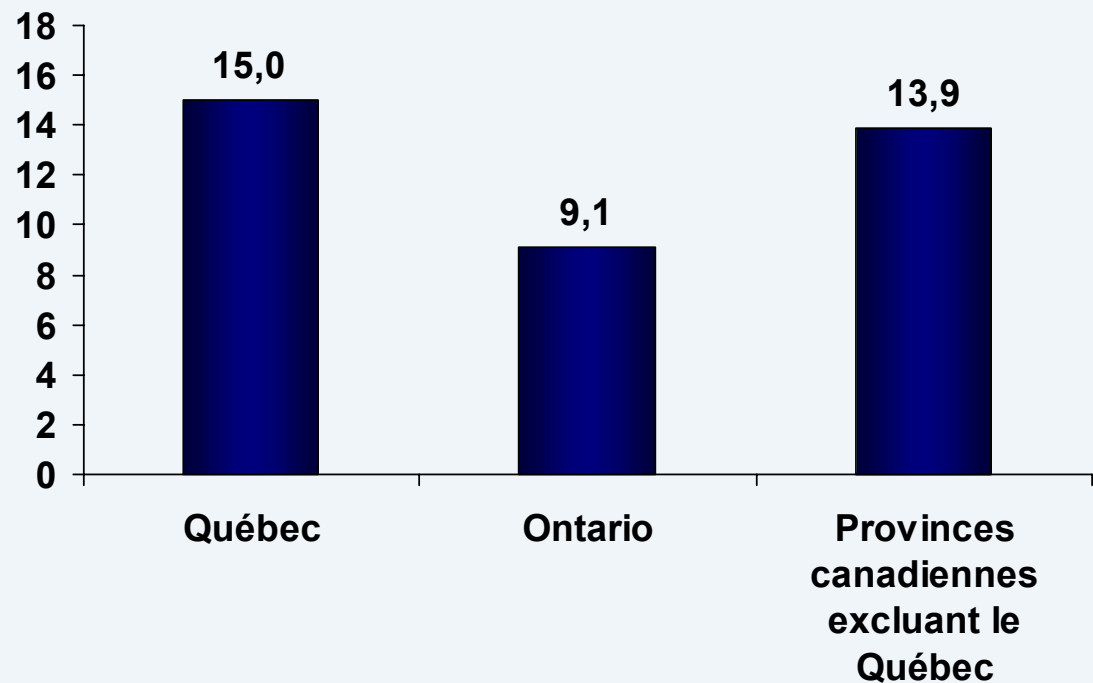


La croissance des dépenses de programmes est plus forte au Québec qu'en Ontario

- De 1999-2000 à 2002-2003, la croissance des dépenses de programmes a été de 15,0 % au Québec, alors qu'en Ontario, elle n'a été que de 9,1 %.

Croissance des dépenses de programmes plus forte au Québec

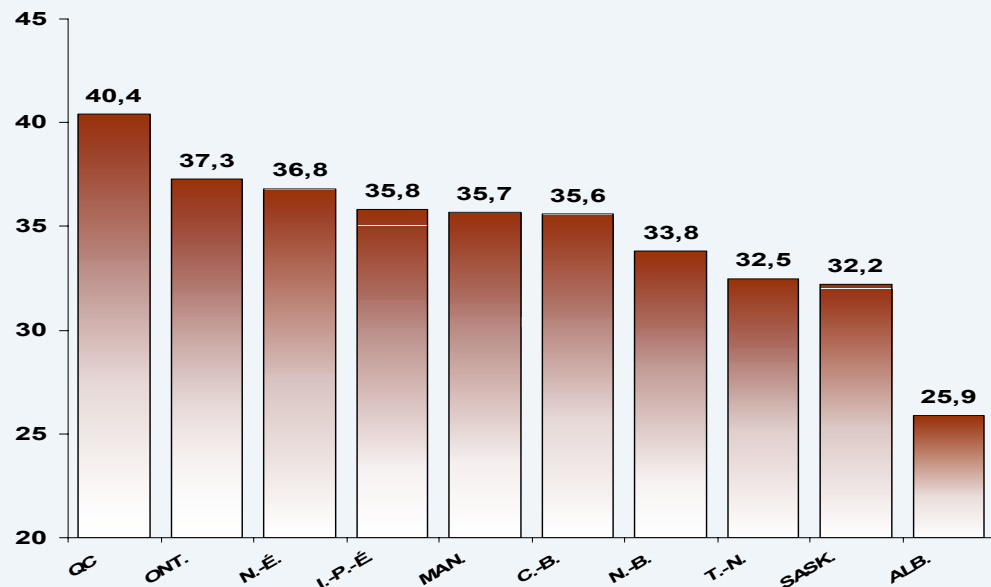
(croissance de 1999-2000 à 2002-2003 en pourcentage)



Le fardeau fiscal des Québécois est le plus élevé au Canada

- Le Québec est la province où les recettes fiscales prélevées par les deux ordres de gouvernement et les administrations locales sont les plus élevées.

Recettes fiscales de l'ensemble des administrations publiques⁽¹⁾ (2000)
(en pourcentage du PIB)



(1) Inclut les recettes de l'administration fédérale et des administrations provinciales et locales.

Un fardeau fiscal très lourd à l'impôt des particuliers

- À l'exception de Terre-Neuve, le fardeau fiscal des Québécois à l'impôt des particuliers est le plus élevé des provinces canadiennes.
- Les Québécois paient 4,8 milliards de plus d'impôt sur le revenu des particuliers que les Ontariens. C'est 30 % de plus.

Écart à l'impôt des particuliers⁽¹⁾ - 2003

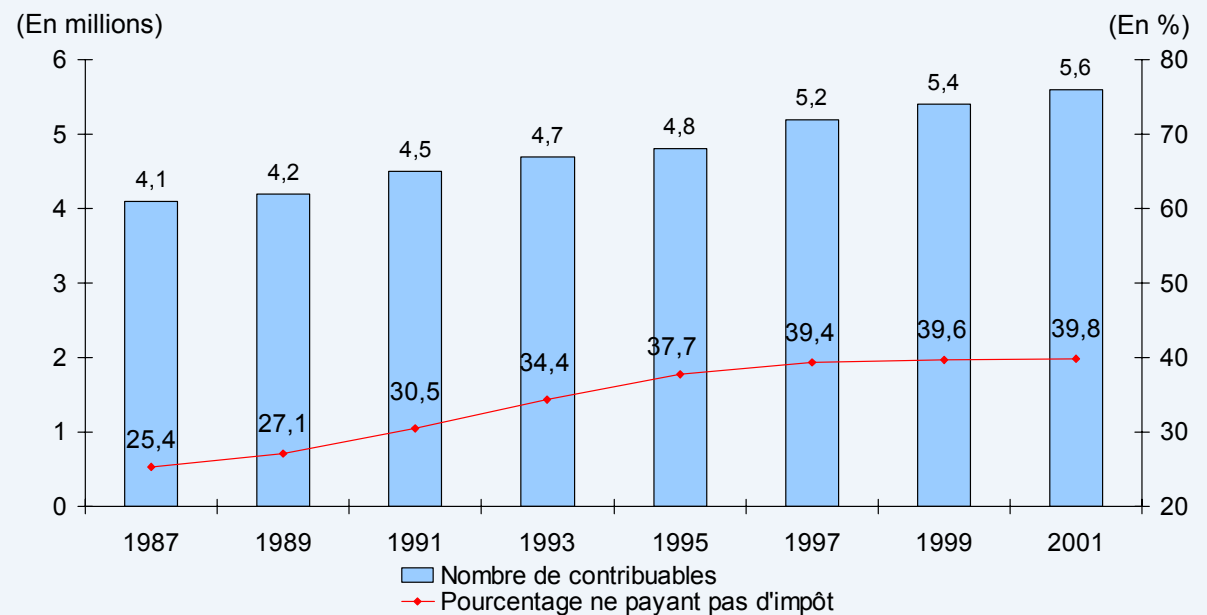
| | Écart Québec - autres provinces | |
|-----------------------|---------------------------------|-------------------------------------|
| | En millions de dollars | En pourcentage de l'impôt du Québec |
| Alberta | 5 511 | 34,0 |
| Colombie-Britannique | 5 205 | 32,1 |
| Ontario | 4 822 | 29,7 |
| Saskatchewan | 1 715 | 10,6 |
| Nouveau-Brunswick | 1 060 | 6,5 |
| Île-du-Prince-Édouard | 751 | 4,6 |
| Manitoba | 568 | 3,5 |
| Nouvelle-Écosse | 370 | 2,3 |
| Terre-Neuve | -852 | -5,2 |
| Écart moyen | 2 128 | 13,1 |

(1) Écart calculé en appliquant au Québec la structure d'imposition de chaque province.

Le nombre de contribuables ne payant pas d'impôt est de plus en plus élevé

- Depuis 1987, le nombre de contribuables qui ne paient pas d'impôt est passé de 25,4 % à 39,8 % du total.
- Le nombre de contribuables ne payant pas d'impôt est passé de 1 million à 2,2 millions entre 1987 et 2001.

Évolution du nombre de contribuables ne payant pas d'impôt
Québec, 1987 à 2001

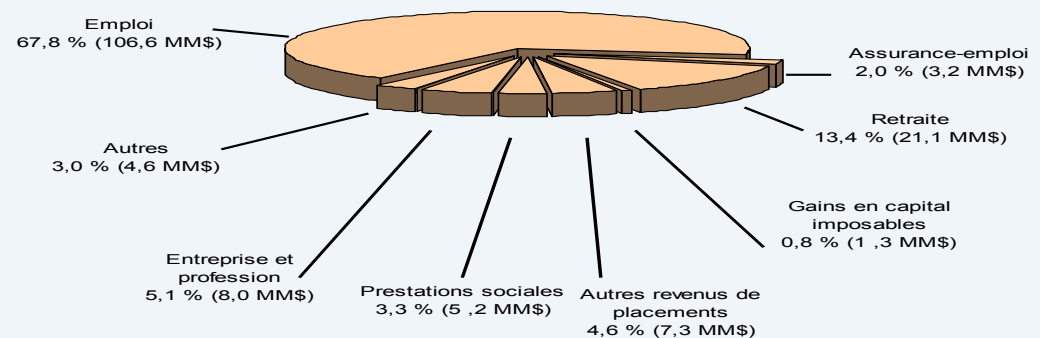


Principales sources de revenu des particuliers

- Les revenus de retraite viennent au deuxième rang des sources de revenu des contribuables, après les revenus d'emploi.

Revenu total selon la source de revenu (2001)

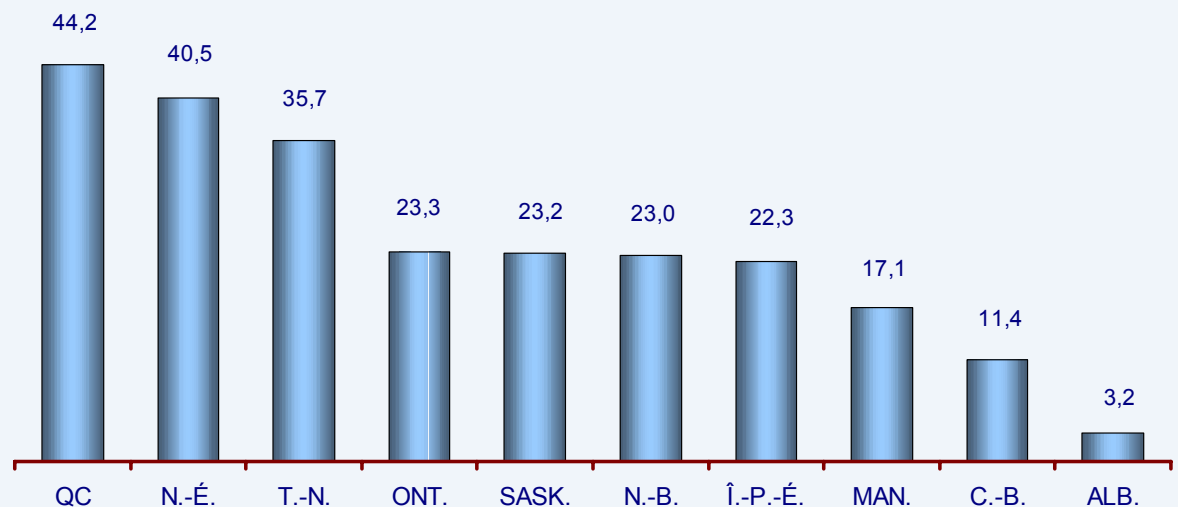
(157,3 milliards de dollars)



Le Québec est la province la plus endettée

- Malgré l'atteinte du déficit zéro, la dette totale du Québec a continué d'augmenter et représentera 111,5 milliards de dollars au 31 mars 2004.
- Au 31 mars 2003, cette dette représentait :
 - un peu plus de 44 % du PIB, soit le niveau le plus élevé aux Canada.
 - 14 495 dollars par habitant.

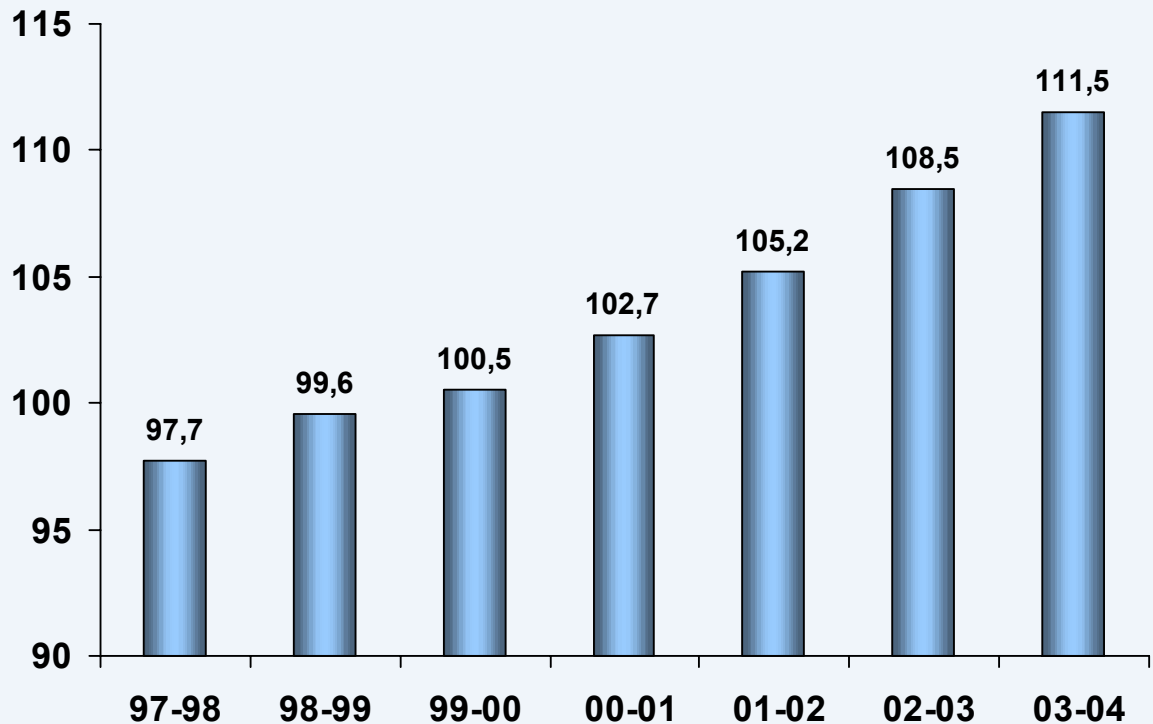
Comparaison de l'endettement des provinces au 31 mars 2003
(dette totale en pourcentage du PIB)



Augmentation de la dette totale de 13,8 milliards de dollars depuis le déficit zéro

- Depuis l'atteinte de l'équilibre budgétaire, la dette a augmenté de 13,8 milliards de dollars en raison :
 - de l'accroissement des placements dans les entreprises du gouvernement;
 - des investissements en immobilisations réalisés par le gouvernement, notamment sur le réseau routier.
- À titre de comparaison, il faudrait réduire la dette du Québec de plus de la moitié afin d'obtenir le même taux d'endettement que le reste du Canada.
- Le poids élevé de la dette implique un coût du service de la dette imposant.

Évolution de la dette totale
(en milliards de dollars)



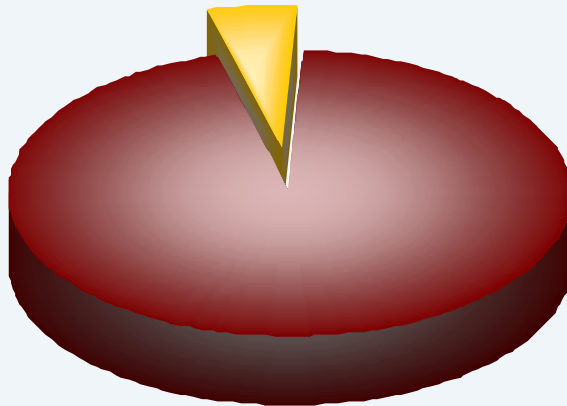
Conséquence : le service de la dette est un élément majeur de dépenses

- Le service de la dette devrait passer de 7,4 milliards de dollars en 2003-2004 à près de 8,0 milliards de dollars en 2004-2005.
- C'est le troisième poste de dépenses en importance.
- À titre d'exemples, le service de la dette en 2003-2004 équivaut à :
 - 44,6 % des revenus à l'impôt des particuliers;
 - 80,8 % des revenus de la TVQ;
 - 38,5 % des dépenses de santé et de services sociaux;
 - 64,2 % des dépenses en éducation.

Conséquence : moins de services pour chaque dollar d'impôt et de taxes payés par les contribuables

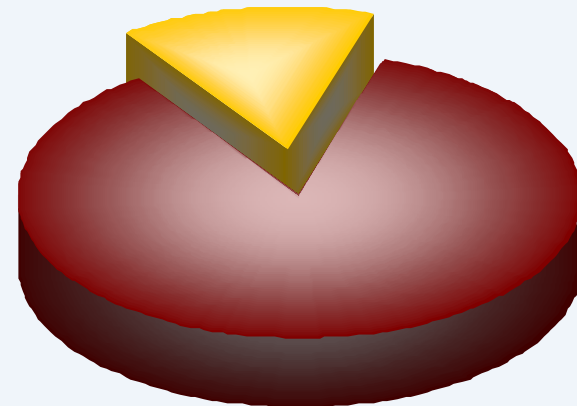
Part de un dollar de revenu budgétaire consacrée au paiement d'intérêts*

5,1 cents



1970-1971

16,3 cents



2002-2003

* Inclut le service de la dette du gouvernement et les subventions pour paiement d'intérêts versés, notamment aux établissements des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

Malgré une richesse collective moindre, le Québec dépense plus que l'Ontario

- Le Québec dépense plus que l'Ontario.
- Pourtant, le Québec est moins riche que l'Ontario.
- On serait porté à penser que les paiements de péréquation pourraient permettre au Québec de se payer un niveau de dépenses plus élevé en dépit d'une capacité fiscale plus faible.
- Mais la dette du Québec est nettement plus élevée que celle de l'Ontario, ce qui signifie davantage de dépenses au titre du service de la dette.
- La péréquation sert donc à payer le service de la dette additionnel du Québec.
- Résultat : le Québec doit imposer un fardeau fiscal plus important à ses citoyens.

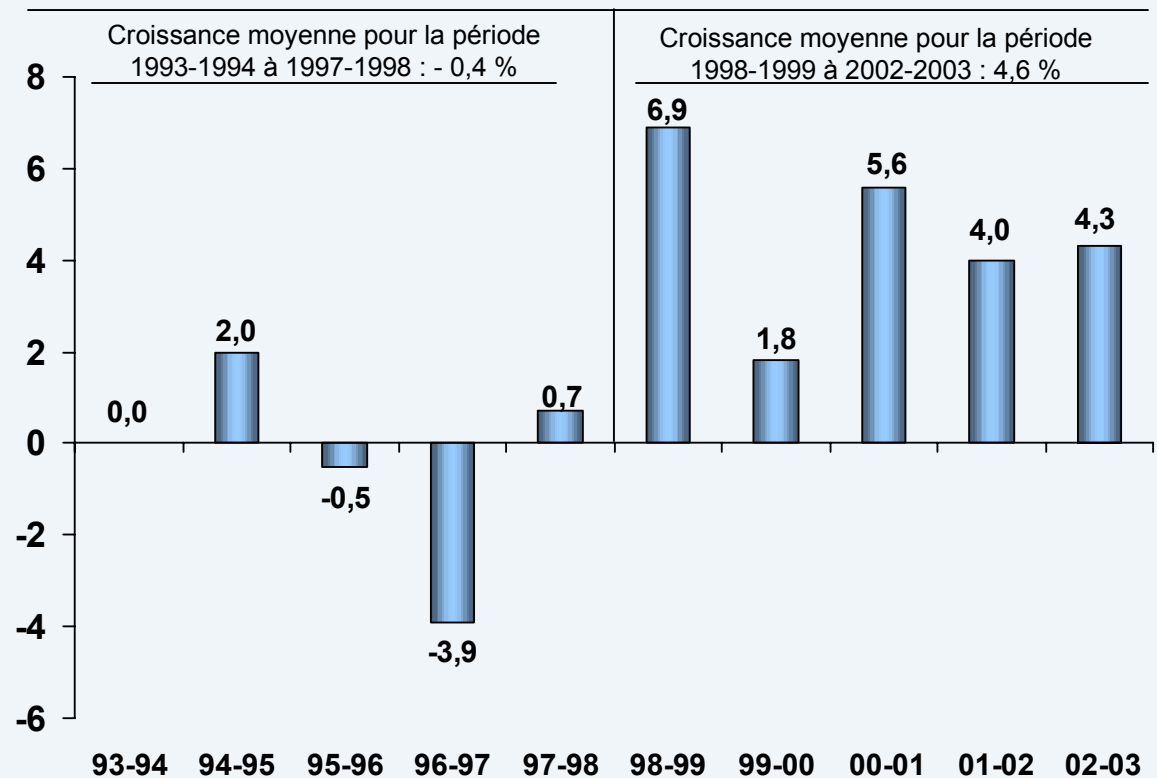
2. Ce sont des éléments ponctuels qui ont permis de maintenir le déficit zéro au cours des dernières années

- L'économie américaine a connu une performance remarquable, ce qui a considérablement aidé l'économie du Québec.
- Le gouvernement précédent a bénéficié d'une marge de manœuvre ponctuelle et non récurrente pour financer de nouvelles initiatives tout en maintenant le déficit à zéro :
 - transferts fédéraux additionnels mais ponctuels (i.e. non récurrents);
 - inclusion de la CSST dans le périmètre comptable du gouvernement;
 - effet de la baisse des taux d'intérêt.
- La dynamique de croissance des dépenses n'a pas été corrigée.
- Depuis l'atteinte du déficit zéro, le rythme de croissance des dépenses est trop rapide.
 - l'éventail des programmes offerts a été maintenu;
 - de nouveaux programmes ont été mis en place (service de garde, assurance médicaments).

La dynamique de croissance des dépenses de programmes n'a pas été corrigée

- Au cours des cinq années qui ont précédé l'atteinte du déficit zéro, soit de 1993-1994 à 1997-1998, les dépenses de programmes ont enregistré une baisse moyenne de 0,4 %.
- Au cours des cinq dernières années, soit depuis l'atteinte de l'équilibre budgétaire, les dépenses ont augmenté à un rythme annuel moyen de 4,6 %.

Croissance annuelle des dépenses de programmes
(en pourcentage)



3. Des interventions économiques et sociales de l'ancien gouvernement coûteuses, sans pérennité de financement

Exemples :

- Aide gouvernementale aux entreprises : Programme FAIRE.
- Projets de développement économiques fortement subventionnés.
- Société générale de financement et Sociétés Innovatech.
- Aide fiscale aux entreprises : sites désignés (Cité du commerce électronique, Cité du multimédia, etc.).
- Contrats de ville avec Montréal et Québec.
- Mise en œuvre de programmes : Assurance médicaments, services de garde.
- Métro de Laval.

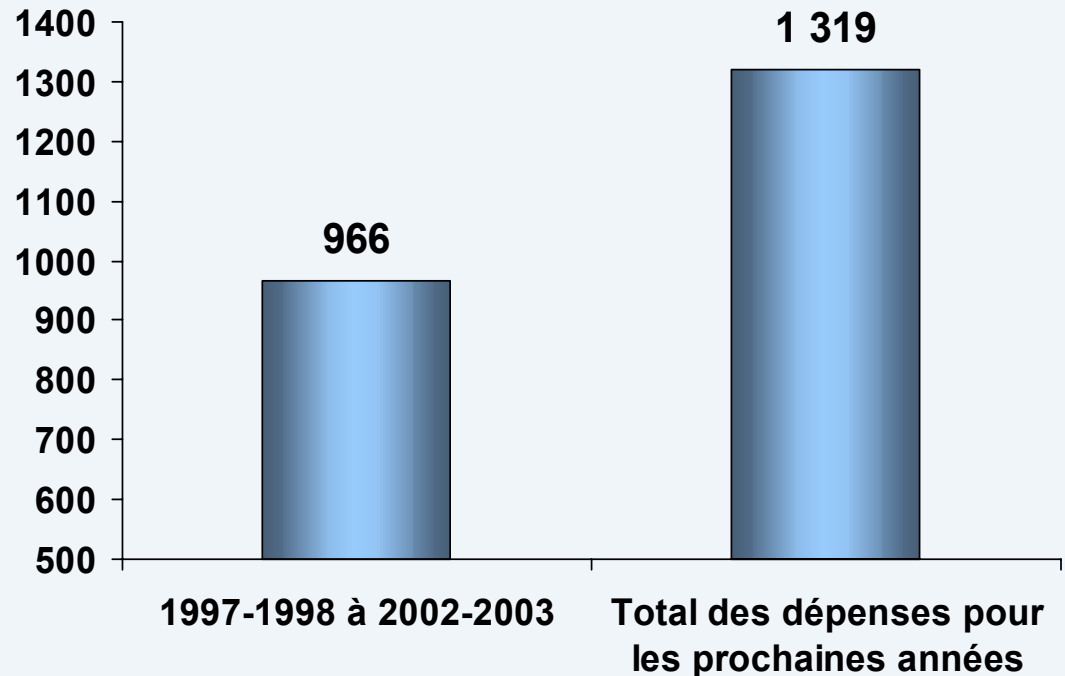
L'impact des mauvais rendements de la Caisse de dépôt et placement du Québec sur les finances publiques

- La Caisse de dépôt et placement du Québec a encouru des pertes de :
 - 3,0 milliards de dollars en 2001, soit - 4,99 %;
 - 8,6 milliards de dollars en 2002, soit - 9,57 %.
- Les pertes de la Caisse ont un impact négatif durable sur :
 - Commission de la santé et de la sécurité du travail;
 - Société de l'assurance automobile du Québec;
 - Fonds d'amortissement des régimes de retraite.
- Les pertes se traduisent par des revenus moindres ou des dépenses accrues pour ces organismes ou pour le gouvernement.

Programme FAIRE : des engagements passés ayant des impacts importants sur les dépenses à venir

- Un programme d'intervention temporaire qui, à l'origine, ne devait coûter que 250 millions de dollars, mais qui coûtera finalement 2,3 milliards de dollars :
 - 966 millions de dollars de dépenses déjà effectuées;
 - 1,3 milliard de dollars de dépenses à venir.

Dépenses au titre du programme FAIRE
(en millions de dollars)



Société générale de financement et sociétés Innovatech : des mises de fonds qui n'ont pas généré les résultats promis

- La SGF a perdu plus de la moitié des fonds que le gouvernement y a injectés depuis 1998.

Société générale de financement du Québec - Mise de fonds et résultats (en millions de dollars)

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003-05 ^P | Total |
|-------------------------------|------|------|------|------|-------|----------------------|-------|
| Mise de fonds du gouvernement | 40 | 150 | 200 | 700 | 200 | — | 1 290 |
| Bénéfices (pertes) | 77 | 116 | 49 | (88) | (172) | (644) | (662) |

(P) Prévisions SGF dont 500 M\$ en 2003, 106 M\$ en 2004 et 38 M\$ en 2005.

- Les sociétés Innovatech : des pertes qui représentent près de la moitié des mises de fonds.

Sociétés Innovatech - Mise de fonds et résultats (en millions de dollars)

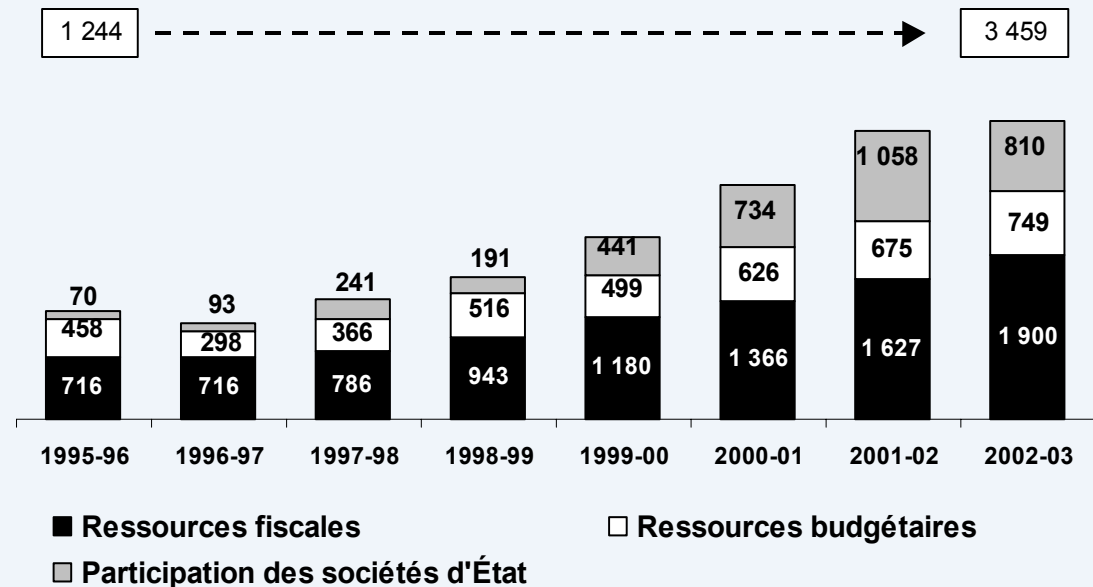
| | Jusqu'en 98-99 | 99-00 | 00-01 | 01-02 | 02-03 | 03-04 | Total |
|-------------------------------|----------------|-------|-------|-------|-------|----------------------|-------|
| Mise de fonds du gouvernement | 253 | 55 | 72 | 80 | 99 | 20 | 579 |
| Bénéfices (pertes) | (5) | 10 | (8) | (51) | (101) | (100) ^(*) | (255) |

(*) Provision prise à l'encontre des résultats.

L'aide totale accordée aux entreprises

- L'aide totale accordée aux entreprises est passée de 1,2 milliard de dollars en 1995-1996 à 3,5 milliards de dollars en 2002-2003.
- En sept ans, cette aide a triplé.

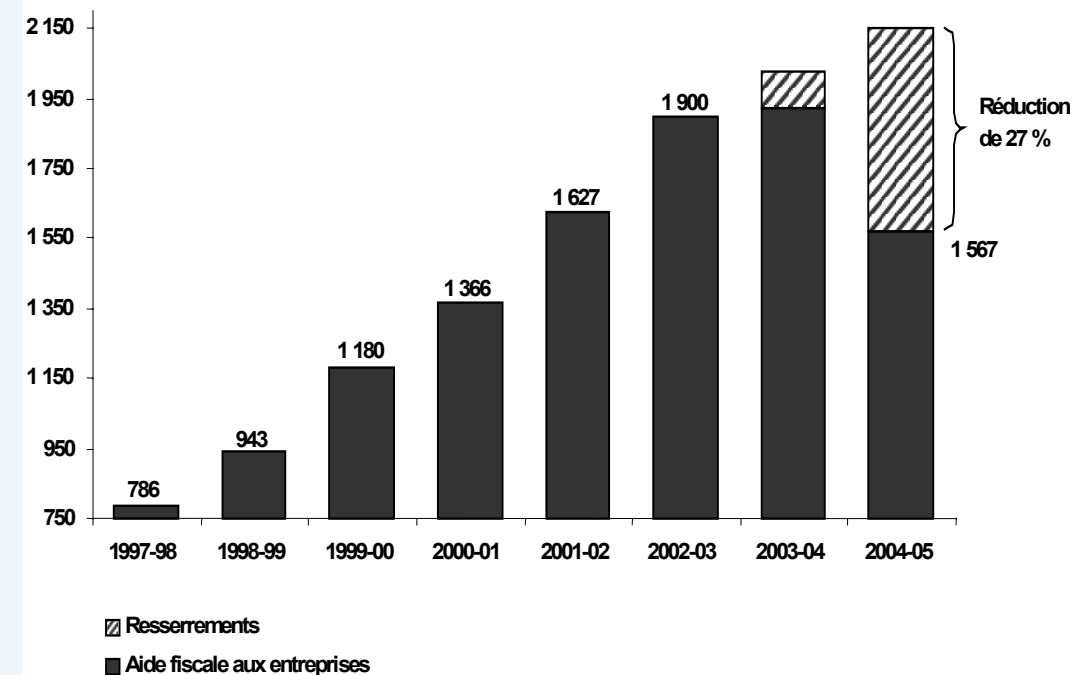
Aide aux entreprises
(en millions de dollars)



Aide fiscale aux entreprises en forte progression

- Au dernier Discours sur le budget, des resserrements majeurs à l'aide fiscale ont été effectués, soit une réduction de 27 %.
- Un examen minutieux de l'aide fiscale aux entreprises se poursuit.

Évolution de l'aide fiscale aux entreprises
1997-1998 à 2004-2005
(en millions de dollars)



4. Les défis à relever pour préserver l'équilibre budgétaire et remettre les finances publiques sur des bases solides

- Faire le ménage dans les dépenses afin de livrer des services publics de qualité à moindre coût, tout en donnant priorité à la santé et à l'éducation :
 - La révision du rôle de l'État et de ses structures se poursuit.
 - Le gouvernement est déterminé à faire les choses de façon différente.
- Poser des gestes pour redresser la situation dans les organismes d'État susceptibles de détériorer, par leurs résultats, la situation financière du gouvernement :
 - Examen en cours des pertes à la SGF et dans les sociétés Innovatech.
 - Nouvelle législation pour distinguer la mission d'assurance de la SAAQ de ses autres mandats.

4. Les défis à relever pour préserver l'équilibre budgétaire et remettre les finances publiques sur des bases solides (suite)

- Intensifier la lutte contre l'évasion fiscale, la contrebande, le blanchiment d'argent, etc.
 - Un plan vigoureux est en préparation.
- Changer la manière d'intervenir dans l'économie :
 - Révision en cours des mandats de la SGF et d'Investissement-Québec;
 - Revoir les avantages fiscaux consentis aux entreprises.
- Corriger le déséquilibre fiscal et assurer la stabilité des transferts fédéraux :
 - Concertation avec les autres provinces;
 - Négociations déterminantes à tenir avec le gouvernement fédéral sur la péréquation et la santé.